Fédération SUD Éducation
17, Bld de la Libération, 93200 St Denis
01 42 43 90 09 ■ fede@sudeducation.org
www.sudeducation.org

Union syndicale Solidaires

Appel issu du VII[e] congrès de la fédération des syndicats SUD éducation

Appel à la construction de collectifs pour des alternatives pédagogiques et sociales

La période dans laquelle nous sommes est lourde de dangers pour les libertés publiques, les droits sociaux, les solidarités, les services publics. Le service public d'éducation, de la maternelle à l'université, subit les assauts de l'austérité et du libéralisme, qui vise à adapter la formation aux conditions contemporaines du capitalisme, mais aussi des forces réactionnaires, qui gagnent du terrain.

La défense du service public est donc plus que jamais à l'ordre du jour. Ceci ne signifie pas qu'il faille s'en tenir à la simple défense de l'existant. Si nous devons refuser une logique comptable faisant de la réduction des coûts le premier critère de gestion, si nous devons lui opposer une autre logique dont la priorité serait la satisfaction des besoins collectifs, nous ne devons pas renoncer à remettre en cause une école socialement inégalitaire, porteuse de discriminations de genre et racistes. Nous ne devons pas abandonner non plus la critique de l'organisation hiérarchique des services publics pour lui opposer une alternative autogestionnaire.

De même, la promotion des pédagogies coopératives est une dimension essentielle d'un projet d'école émancipatrice. Nous devons donc livrer deux batailles parallèles : pour le maintien du service public mais aussi pour une autre école. Cette approche est tout aussi valable pour l'Enseignement supérieur et la recherche, qui ne doit pas conditionner les étudiantes et les étudiants à accepter l'idée que la vie ne sert qu'à produire et consommer. Nous refusons l'asphyxie budgétaire et la marchandisation, et nous défendons bien au contraire l'idée d'une Université et d'une Recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : leur mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques.

Il y a urgence à faire entendre des voix alternatives, à les porter dans le débat d'idées et dans les mobilisations.

L'histoire du syndicalisme et des mouvements pédagogiques visant l'émancipation est traversée par une conviction plus que jamais d'actualité : l'alternative sociale et l'alternative éducative sont indissociables : il ne peut pas y avoir d'école réellement émancipatrice dans une société socialement hiérarchisée, fondée sur l'inégalité et l'exploitation de la force de travail par les propriétaires des capitaux ; il ne peut pas y avoir de société égalitaire sans une école émancipatrice. Cela n'amène à aucun cercle vicieux dont il serait impossible de sortir, mais à la nécessité de mener de front les deux combats, pour une autre école, une autre société, toute séparation entre les deux dimensions de la transformation étant une impasse.

Celles et ceux qui portent l'exigence d'une alternative émancipatrice et égalitaire aussi bien au niveau social que sur les questions scolaires et pédagogiques ont du mal à se faire entendre, pas uniquement mais notamment à cause de leur dispersion. Ces militant-e-s se trouvent en effet divisé-e-s syndicalement, ils et elles agissent aussi dans divers mouvements pédagogiques, dans des mouvements d'éducation populaire, des associations, des collectifs de lutte ou de résistance, des réseaux, dans l'animation de sites web, de revues, dans des initiatives d'universitaires, etc.

Le VII[e] Congrès de la fédération SUD éducation lance un appel au rassemblement, à la construction de collectifs pour des alternatives pédagogiques et sociales.

Cet appel n'exclut personne : dans l'autonomie par rapport aux organisations politiques, il s'adresse à tou-te-s les militant-e-s, à tou-te-s les organisations, tendances et courants syndicaux, à toutes les associations, collectifs et réseaux, qui luttent à la fois contre le capitalisme et les inégalités et pour une école émancipatrice et des pédagogies coopératives.

Cet appel n'est pas un coup de communication : c'est l'expression d'une volonté de construire avec les partenaires intéressé-e-s. Il ne s'agit pas pour nous de décider d'un cadre, d'une plateforme ou d'une dénomination, mais de prendre notre part dans la construction d'un processus qui ne nous appartiendra pas.

Cet appel ne vise pas une construction uniquement « par en haut » ou uniquement « par en bas » : nous souhaitons que se crée un cadre national pour impulser et donner à voir ce processus, mais il s'agit surtout de créer des collectifs locaux pour porter ensemble débats et initiatives.

Toutes les organisations, associations, tous les courants, groupes, collectifs, réseaux, militant-e-s, etc., sont invité-e-s à prendre contact avec nous pour échanger sur cette proposition.